

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:

ar piesūtišanu par:	bez piesūtišanas
1 gadu Ls 22,—	(saņemot eksped.) par:
1/2 gadu „ 12,—	1 gadu Ls 18,—
3 mēn. „ 6,—	1/2 gadu „ 10,—
1 „ „ 2,—	3 mēn. „ 5,—
Piesūtīt pa	1 „ „ 1,70
pastu un pie	Par atsevišķu
atkalpārde-	numuru „ —,10
vējiem „ —,12	

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pili № 2. Tārunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili № 1. Tārunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindīnām Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu „ —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu „ —,20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.) „ —,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas „ —,80

Nr. 123

Trešdien, 5. jūnijā 1929. g.

Divpadsmitais gads

Likums par konvenciju starp Latviju un Ungariju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās.
Likums par papildinājumiem un pārgrozījumiem Sv. Pēterburgas starptautiskajai telegrafa konvencijai pievienotā starptautiskā dienesta reglamentā (1925. g. Parīzes caurlūkojums).
Rīkojums par gaļas kontroles izdevumu segšanu.

Rīkojums par „Valsts dzelzceļu preču tarifa“ II daļas grozīšanu un papildināšanu.
Pārgrozījums noteikumos par nekustamas mantas iegūšanas, lietošanas un pārvaldīšanas ierobežojumu likuma piemērošanu.
Rīkojums par veduma maksu pārvešanu uz preču sūtījumu saņēmējiem.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

L I K U M S

par

konvenciju starp Latviju un Ungariju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās.

1929. gada 4. maijā Rīgā starp Latviju un Ungariju parakstītā konvencija par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās un parakstīšanas protokols ar šo likumu pieņemti un apstiprināti.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma arī pirmā pantā minētā konvencija līdz ar parakstīšanas protokolu un to tulkojumi latviešu valodā.
- Konvencija stāties spēkā konvencijas 19. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1929. g. 5. jūnijā.

Valsts Prezidents G. Zemgals.

Likums Saeimā pieņemts 1929. gada 17. maijā.

C O N V E N T I O N

d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle entre la Lettonie et la Hongrie.

La République de Lettonie et le Royaume de Hongrie ont résolu de conclure une Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle.

A cet effet ont été nommés en qualité de délégués plénipotentiaires, savoir:

de la part de la Lettonie

Monsieur Germain Albat, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères,

de la part de la Hongrie

Monsieur le Docteur Michel Jungerth, Chargé d'Affaires de Hongrie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Les Parties Contractantes s'obligent à se livrer réciproquement, dans les cas et sous les conditions déterminés dans la présente Convention, les individus qui, ayant été condamnés ou mis en accusation ou en prévention pour quelque une des infractions énumérées à l'article 2, commise sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, seront trouvés sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

L'extradition sera accordée en raison d'un des faits ci-après énumérés pourvu qu'il constitue, d'après les lois lettonnes et hongroises, un crime ou un délit passible d'une peine minima d'un an d'emprisonnement, à savoir:

1. homicide volontaire ou involontaire, infanticide, avortement;
2. exposition d'un individu hors d'état de se protéger soi-même, délaissement volontaire d'un tel individu;
3. grave lésion corporelle commise volontairement, empoisonnement ou administration de toute autre substance nuisible à la santé commis volontairement;
4. participation à une mêlée ayant eu pour suite la mort ou une grave lésion corporelle;
5. privation volontaire de la liberté individuelle;
6. substitution ou supposition d'enfant;
7. enlèvement d'une personne mineure, enlèvement d'une personne majeure contre sa volonté;
8. les attentats à l'inviolabilité du domicile;
9. bigamie, inceste, attentat à la pudeur, viol, proxénétisme;
10. vol, recel, détournement, rapine, extorsion;
11. escroquerie;
12. banqueroute frauduleuse: les fraudes commises dans les faillites;
13. la corruption de fonctionnaires publics, de juges et de jurés;
14. contrefaçon ou altération de monnaie ou de papier-monnaie ou de créances, billets de banque, actions et autres papiers de valeur assimilés par les lois pénales au papier-monnaie, avec l'intention de mettre en circulation la fausse monnaie ou les papiers faux comme vrais ou les monnaies rognées comme valables, importation de l'étranger de la fausse monnaie, des papiers faux ou des monnaies rognées dans le même dessein ou mise en circulation volontaire de la fausse monnaie, des papiers faux ou des monnaies rognées;
15. contrefaçon ou altération de marques d'Etat, particulièrement de timbres-poste, de timbres fiscaux et d'autres timbres d'impôt;
16. la contrefaçon ou falsification de documents publics ou privés et l'usage de ces documents, la destruction, détérioration ou suppression d'un document avec l'intention de porter préjudice à une tierce personne; l'abus de blanc-seing; la destruction, l'enlèvement ou le déplacement de bornes;
17. incendie, explosion, écroulement ou inondation causés volontairement;

18. les actes attentant à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer, bateaux et appareils aéronautiques ou tout autre moyen de transport, lorsqu'il peut en résulter un danger de mort pour autrui.

La destruction ou la détérioration volontaire et illégale par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, de chemins de fer, bateaux et appareils aéronautiques ou de tout autre moyen de transport, de leur matériel d'exploitation, de machines à vapeur, et de télégraphes et téléphones, avec ou sans fil, destinés à l'utilité publique.

La destruction ou la détérioration volontaire et illégale par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, de chaussées ou d'autres constructions du domaine public ou appartenant à autrui;

19. empoisonnement de sources, de puits, d'aqueducs ou de réservoirs d'eau ou d'objets destinés à la vente publique ou à la consommation ou à l'usage d'autrui, mixtion de substances étrangères nuisibles à la santé, mise en circulation volontaire d'objets empoisonnés ou mêlés avec de telles substances;

20. mise en danger volontaire de la vie, de la santé ou des biens d'autrui par l'emploi de substances explosives;

21. la destruction ou la détérioration volontaire de la propriété mobilière ou immobilière, publique ou privée;

22. délivrance volontaire d'un détenu ou assistance prêtée à sa délivrance ou à son évasion;

23. faux serment d'une partie, d'un témoin ou d'un expert, fausse assertion équivalant le parjure, dénonciation calomnieuse.

L'extradition sera accordée de même pour la tentative des infractions énumérées ci-dessus ou pour la complicité (provocation, aide et assistance), pourvu que cette tentative ou cette complicité soit passible de la peine prévue au premier alinéa, conformément aux lois des deux Parties Contractantes.

La liste des infractions admettant l'extradition pourra en tout temps être complétée par arrangement conclu entre les Gouvernements des Parties Contractantes et les dispositions de cette Convention s'appliqueront aux infractions ajoutées à la liste tout aussi bien comme si elles y avaient été énumérées.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée pour des infractions politiques.

Elle sera accordée alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée, constitue principalement un délit commun. L'Etat requis appréciera librement, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction, selon les faits de la cause; il pourra exiger de l'Etat requérant la production de tous les renseignements et justifications nécessaires sur l'état de fait.

Article 4.

Dans aucun cas et sous aucune condition, les Parties Contractantes ne seront obligées à se livrer réciproquement leurs propres nationaux, qu'ils soient indigènes ou naturalisés.

L'extradition n'aura pas lieu pour les infractions commises sur le territoire de l'Etat requis.

Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Le crime doit être puni aussi d'après les lois du lieu où le crime fut commis.

Article 5.

L'extradition ne sera pas accordée:

- a) quand la prescription est acquise pour l'instruction du procès ou pour l'exécution de la peine d'après les lois de l'Etat requis;
- b) si l'individu dont l'extradition est demandée a déjà été condamné ou poursuivi et mis hors de cause dans le pays requis pour l'infraction qui a motivé la demande, pourvu qu'il n'y ait lieu, d'après la législation de l'Etat requis de recommencer la procédure criminelle;
- c) si, d'après la législation de la partie requise, l'infraction qui a motivé la demande d'extradition ne peut être poursuivie que sur la plainte ou la proposition de la partie lésée, à moins qu'il ne soit vérifié que la partie lésée a demandé la poursuite.

Remarque. Pendant que l'instruction est en cours l'extradition peut être refusée.

Article 6.

Si l'individu à extraditer est, dans l'Etat requis, objet de poursuite ou subit une peine pour un autre fait, l'extradition ne peut pas se faire avant la fin de l'instruction ou avant l'expiration de la peine à subir ou avant que l'individu en question ne soit libéré de cette peine. On pourra cependant admettre l'extradition provisoire à condition qu'il soit fait retour de l'individu en question lorsque l'Etat requérant aura terminé l'enquête ou la procédure judiciaire.

Article 7.

Aucun individu livré par l'une des Parties Contractantes à l'autre, n'y pourra être poursuivi ou puni pour aucun fait commis entièrement à l'extradition, sinon pour celui qui l'a motivé, ou ne pourra, excepté le cas mentionné à l'article 10, alinéa 2, être livré à un Etat tiers à moins d'un consentement spécial donné conformément à l'article 9, ou à moins que définitivement acquitté ou remis en liberté après expiration complète de la peine ou bien par suite d'une ordonnance de non-lieu ou de libération de la peine prononcée, l'extradé n'ait négligé, nonobstant le manque de tout empêchement, de quitter le Pays avant l'expiration d'un délai de trente jours ou bien s'il y retourne de nouveau.

Pendant le délai de trente jours mentionné à l'alinéa précédent, l'extradé ne sera d'aucune manière empêché de quitter le Pays, à moins d'avoir commis une nouvelle infraction.

Aucun individu livré par l'une des Parties Contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 8.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra contenir l'indication de la nationalité de l'individu dont il s'agit et être accompagnée en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou, en Lettonie, d'un Juge d'instruction, et en Hongrie, de l'autorité compétente, jugement ou mandat désignant exactement la nature de l'infraction ainsi que la date et le lieu où elle a été commise. Lorsqu'il s'agit d'infractions contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant du dommage réel. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat requérant et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé seront annexés à la demande d'extradition.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'information soit jugé nécessaire sous quelque rapport, l'Etat requérant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut dans un délai de soixante jours.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

La demande du consentement prévu à l'article 7 se fera par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où elle a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu livré et que l'infraction visée soit telle que, aux termes des dispositions de la présente Convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 10.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente Convention, par l'une des Parties Contractantes, est en même temps réclamé par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants sera donnée la préférence.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, y mettre pour condition que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat ou puni pour ses infractions.

Article 11.

En attendant la demande formelle d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement. La demande d'arrestation sera faite par la voie diplomatique. Toutefois, en cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre la fuite dudit individu, les autorités compétentes pourront adresser directement cette demande les unes aux autres. La demande indiquera l'infraction dont l'individu dont il s'agit est inculqué et autant que possible la date et le lieu où elle a été commise, la nationalité de l'individu dont il s'agit et son signalement, et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 8. Il sera notifié, en outre, qu'une demande formelle d'extradition dudit individu sera faite ultérieurement.

Si l'individu dont il s'agit a été provisoirement arrêté, conformément aux dispositions précédentes, et que, dans un délai de quarante-cinq jours à compter du jour où l'Etat requérant aura reçu avis de l'arrestation, l'Etat requis ne reçoit pas par la voie diplomatique une demande formelle d'extradition du détenu, l'individu arrêté pourra être remis en liberté.

Article 12.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de soixante jours à compter du jour où il aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, l'individu dont il s'agit pourra être mis en liberté.

L'extradition aura lieu à tel point de la frontière de l'Etat requis qui sera désigné par ce dernier.

Article 13.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente Convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation qui pourraient avoir quelque importance pour la constatation de l'infraction à lui imputé ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie civile, seront saisis, et si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat requérant.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits de tiers.

Article 14.

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties Contractantes et une tierce Puissance, le transport de cet individu à travers ses territoires sera accordé par l'autre Partie, pourvu que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité et, bien entendu, à la condition que l'action donnant lieu à l'extradition soit comprise dans les articles 1 et 2 de la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 5.

Pour que, conformément au présent article, le transport d'un criminel soit accordé, il suffira que la demande en soit faite par la voie diplomatique avec production en original ou en copie authentique d'un des actes de procédure mentionnés à l'article 8.

Le transit aura lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents de l'Etat qui a autorisé le transport sur son territoire.

Sera de même accordé dans les conditions énoncées le transport — aller et retour — par les territoires de l'une des Parties Contractantes d'un malfaiteur détenu dans un pays tiers et que l'autre Partie Contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi.

Article 15.

Si dans la poursuite d'une affaire pénale non politique une autorité judiciaire de l'une des Parties Contractantes juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat où le témoin doit être entendu ou bien où l'acte doit être exécuté.

L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Article 16.

Si, dans la poursuite d'une affaire non-politique, la production d'objets ou de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains de l'autorité de l'autre Etat, ou la saisie du corps de délit et des pièces à conviction, ou la constatation de l'identité d'un malfaiteur ou une visite domiciliaire est trouvée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé, et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour condition à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

Toutefois, dans le cas d'extrême urgence où toute perte de temps pourrait risquer de compromettre le résultat de la procédure pénale, les autorités poursuivantes pourront saisir directement les autorités compétentes de la Partie requise pour procéder aux actes judiciaires mentionnés au premier alinéa.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente Convention resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais de passage à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes visé à l'article 14.

Les frais d'extradition provisoire (art. 6) de même que les frais de transit (art. 14) des individus dont l'extradition a été accordée sont à la charge de l'Etat requérant.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente Convention devront être rédigés en langue allemande ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

Article 19.

La présente Convention sera ratifiée conformément aux dispositions des lois des Parties Contractantes et entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Riga, le 4 mai 1929.

(Paraksts) Albat
(Z. v.)

(Paraksts) Dr. Jungerth
(Z. v.)

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'extradition en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur la mention suivante:

Les Parties Contractantes déclarent que dans les cas où l'arrestation d'un individu était demandée soit par un des deux Gouvernements par la voie diplomatique, soit par une des autorités compétentes directement, l'individu réclamé sera arrêté immédiatement à moins que le Gouvernement requis ait en sa possession des données, ou qu'il soit informé des circonstances, dont il est évident que l'extradition de l'individu réclamé ne pourra pas être accordée selon les prescriptions de cette Convention.

Le présent Protocole aura la même force et la même durée que la Convention d'extradition conclue aujourd'hui.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Riga en double exemplaire, le 4 mai 1929.

(Paraksts) Albats
(Z. v.)

(Paraksts) Dr. Jungerth
(Z. v.)

Tulkojums.

Konvencija starp Latviju un Ungariju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās.

Latvijas Republika un Ungārijas Karāliste nolēmušas noslēgt konvenciju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās.

Šai nolūkā iecelti par pilnvarotiem delegātiem:

no Latvijas Puses

Hermans Albata kungs, Ārlietu ministrijas ģenerālsēkretārs,

no Ungārijas Puses

Dr. Michel Jungerth kungs, Ungārijas Chargé d'Affaires,

kurī, savs atrpēji uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekošiem noteikumiem.

1. pants.

Līdzējas Puses appemas šinī konvencijā minētos gadījumos un tani aprādītos nosacijumos viena otrai izdot personas, kas notiesātas vai arī atrodas zem tiesas, vai iepriekšējas izmeklēšanas par kādu no 2. pantā uzskaitītiem noziedzīgiem nodarījumiem, kas izdarīti vienas Līdzējas Puses teritorijā, ja tādu personu atrastu otras Puses teritorijā.

2. pants.

Izdošana pielaižama par jebkuŗu no apakšā uzskaitītiem nodarījumiem, ja tāds nodarījums pēc Latvijas un Ungārijas likumiem ir smags noziegums vai noziegums par kuŗu draud ieslodzījums cietumā ne mazāks par vienu gadu:

1. nonāvēšana, tiša vai netiša, bērna slepkavība, augļa nodzīšana;

2. personas nostādīšana bezpalīdzības stāvoklī, ja tā nav spējīga sevi aizsargāt, vai tādas personas tiša atstāšana;

3. tiša smaga miesas bojāšana, veselības tiša bojāšana, nozāļojot ar nāves zālēm vai citu veselībai kaitīgu vielu;

4. dalības ņemšana kautiņā, ja tā sekas bija nāve vai smags miesas bojājums;

5. personīgas brīvības tiša laupīšana;

6. bērna samainīšana;

7. nepilngadīgas vai pilngadīgas personas aizvešana pret viņas gribu;

8. mājokļa neaizkaŗamības laušana;

9. divlaulība, asinsgrēks, mieskaŗības apmierināšana, izvarošana, savešana;

10. zādzība, slēpšana, piesavināšana, laupīšana, izspiešana;

11. krāpšana;

12. ļaunprātīgs bankrots; bankrotos izdarītas krāpšanas;

13. ierēdņu, tiesnešu un zvērīnāto tiesnešu piekukuļošana;

14. monetu, papīrnaudas vai kredītzīmju, banknotu, akciju vai citu ar sodu likumiem papīrnaudai pielīdzinātu vērtspapīru pakalptaisīšana vai pārtaisīšana ar nolūku laist apgrozībā viltotas monetas vai viltotus papīrus kā īstus vai sabojātas monetas kā pilnvērtīgas; viltotu monetu, viltotu papīru vai bojātu monetu ievēšana no ārzemēm, tani pašā nolūkā vai arī viltotu monetu, viltotu papīru vai sabojātu monetu tiša laišana apgrozībā;

15. valsts zīmju, sevišķu pastmarku, zīmogmarku vai citu nodokļu marku pakalptaisīšana vai pārtaisīšana;

16. publisku un privātu dokumentu pakalptaisīšana vai pārtaisīšana, dokumentu iznīcināšana, sabojāšana vai slēpšana ar nolūku darīt ļaunu trešai personai; nelietīga paraksta izmantošana; robezzīmju iznīcināšana, nopemšana vai pārvietošana;

17. tiša aizdedzināšana, spridzināšana, sagraušana vai appludināšana;

18. nodarījumi, kas apdraud kustības drošību uz dzelzceļiem, kuģiem un gaiskuģošanas aparātiem vai ikkuŗa cita transporta līdzekļa, ja no tam var celties nāves briesmas citiem.

Publiskām vajadzībām kalpojošu, dzelzceļu, kuģu, gaiskuģniecības aparātu vai ikkuŗa cita transporta līdzekļa, to ekspluatācijas materiāla, tvaika mašīnu, ar vai bez drāts telegrafa un telefona apzināla un pretlikumīga nojaukšana vai bojāšana visādiem līdzekļiem, pa daļai vai pilnīgi.

Ēku, tiltu un ceļu vai citu sabiedrisku vai citiem piederošu celtnu apzināta un pretlikumīga nojaukšana vai bojāšana.

19. avotu, aku, ūdensvadu, ūdensrezervuāru, kā arī atklātai pārdošanai, patērēšanai vai otras personas lietošanai nolemtu priekšmetu sagiftēšana, svešu, veselībai kaitīgu vielu piejaukšana, nāvigām vai tamlīdzīgām vielām sazālotu vai samaisītu priekšmetu tiša laišana apgrozībā;

20. otras personas dzīvības, veselības vai mantas tiša nostādīšana apdraudētā stāvoklī, lietojot spridzināmas vielas;

21. publiskā vai privātā, kustamā vai nekustamā īpašuma apzināta nojaukšana vai bojāšana;

22. arestētā tiša atsvabināšana vai arī palīdzības sniegšana pie viņa atsvabināšanas vai bēģšanas;

23. puses, liecinieka, vai lietpratēja nepatīess zvērests, nepatīess apliecinājums, kuŗš pielīdzināms nepatīesam zvērestam, zvēresta laušanai, ļaunprātīga apsūdzešana.

Izdošana pielaižama arī augšpievēsto noziedzīgu nodarījumu mēģinājuma vai līdzdalības (uzkūdišana, palīdzība un pabalstīšana) gadījumos, ja par tādu mēģinājumu vai līdzdalību, pēc abu Līdzēju Pusu likumiem, ir noteikts šī panta pirmā nodalījumā paredzētais sods.

Noziedzīgu nodarījumu sarakstu, kuŗi pielaiž izdošanu, var katrā laikā papildināt ar nolīgumu starp abām Līdzēju Pusu valdībām, pie kam šī līguma nosacījumi attiecināmi uz noziedzīgiem nodarījumiem, ar kuŗiem saraksts papildināts, tāpat kā ja tie būtu uzskaitīti pašā sarakstā.

3. pants.

Izdošana nav pielaižama par politiskiem noziedzīgiem nodarījumiem.

Bet ja nodarījums, kuŗa dēļ to pieprasa, ir galvenokārt parasts noziegums, tad izdošanu piešķirs, pat ja vainīgais atsauktos uz kādu politisku iemeslu vai mērķi. Valsts, kam pieprasījums iesniegts, izšķirs katrā atsevišķā gadījumā, skatoties pēc nodarījuma rakstura un lietas apstākļiem; tā var pieprasīt pieprasītājam valstij visas ziņas un pierādījumus, kas vajadzīgi attiecībā uz lietas faktisko stāvokli.

4. pants.

Nekādā gadījumā un ne zem kādiem nosacījumiem Līdzējas Puses nav spiestas viena otrai izdot savus pilsoņus, kā iedzīmtos, tā naturālizētos.

Izdošana nav pielaižama par noziedzīgiem nodarījumiem, kas izdarīti tās valsts teritorijā, kuŗai pieprasījums iesniegts.

Ja noziedzīgs nodarījums, kuŗa dēļ pieprasījums iesniegts, izdarīts ārpus pieprasītājas valsts teritorijas, izdošana pielaižama tikai tādā gadījumā, kad tās valsts likumi, kuŗai izdošana pieprasīta, pielaiž līdzīgos apstākļos līdzīga, ārpus viņas teritorijas izdarītā nodarījuma vajāšanu.

Noziegumam jābūt sodāmam arī pēc tās vietas likumiem, kur tas izdarīts.

5. pants.

Izdošana nav pielaižama:

a) ja sūdzības celšana vai soda izpildīšana jau noilgusi pēc tās valsts likumiem, no kuŗas prasa izdošanu;

b) ja persona, kuŗas izdošana pieprasīta, ir jau notiesāta, vai ja pret to ir ievadīta un izbeigta izmeklēšana tai valstī, kam izdošana pieprasīta, par to pašu nodarījumu, par ko izdošana pieprasīta, ja tikai pēc tās valsts likumiem, kam pieprasījums iesniegts, krimināla tiesāšana nav jāuzsāk no jauna.

c) ja pēc tās valsts likumiem, kam pieprasījums iesniegts, par to nodarījumu, kuŗa dēļ iesniegts pieprasījums, tiesas izmeklēšanu var iesākt tikai uz cietušā sūdzību vai ierosinājumu, izņemot gadījumu, kad ir pilnīgi pārbaudīts, ka cietušais pieprasījis izmeklēšanu.

Pa lietas izmeklēšanas laiku izdošanu var atraidīt.

6. pants.

Ja tanī valstī, no kuŗas prasa izdošanu, pret izdodamo personu ierosināta krimināl vajāšana vai viņa izcieš sodu par citu kādu nodarījumu, tad izdošana nav pielaižama, pirms nav nobeigta pret šo personu uzsāktā izmeklēšana vai pirms viņa nav izcietusi piespiesto sodu vai no tā atsvabināta. Tomēr izdošanu var pielaižt pagaidām zem nosacījuma, ka attiecīgo personu izdod atpakaļ pēc tam, kad pieprasītāja valsts būs nobeigusi izziņu vai tiesāšanu.

7. pants.

Personu, ko viena Līdzēja Puse izdevusi otrai, nevar saukt pie atbildības vai sodīt par citu kādu noziedzīgu nodarījumu, izdarītu pirms izdošanas, kā tikai par to, ar kuŗu pieprasījums motivēts, kā arī nevar — izņemot 10. panta 2. nodalījumā aprādīto gadījumu — izdot trešai valstij bez sevišķas piekrišanas, kas dodama saskaņā ar 9. panta noteikumiem, izņemot gadījumu, ja izdotais pēc tam, kad viņš galīgi attaisnots vai atsvabināts no apcietinājuma pēc soda pilnīgas izciešanas, izmeklēšanas izbeigšanas vai atsvabināšanas no uzliktā soda, lai gan nav bijuši nekādi kavēkļi, trīsdesmit dienu laikā nav atstājis valsts teritoriju vai no jauna uz turieni atgriezies.

Šī panta ierīkšējā nodalījumā aprādīto 30 dienu laikā izdotam nav liekami nekādi kavēkļi atstāt valsti, kuŗai tas bija izdots, izņemot gadījumu, ja viņš izdarījis noziedzīgu nodarījumu.

No vienas Līdzējas Puses otrai izdoto personu par noziedzīgu nodarījumu, ar kuŗu izdošanas pieprasījums motivēts, nevar vajāt tiesā, kas nodibināta tikai pagaidām vai arī sevišķos apstākļos izņēmuma stāvoklī līdzīgu lietu izspriešanai.

8. pants.

Izdošana pieprasāma diplomātiskā ceļā. Pieprasījumam jāsaturs pieprasāmās personas valsts piederības apzīmējums, un tam jāpievieno oriģinālā vai apliecinātā norakstā vai nu tiesas apvainojošs spriedums, vai arī rīkojums par apcietināšanu, kas izdots no attiecīgas tiesu iestādes, vai arī Latvijā no piekritīga izmeklēšanas tiesneša, bet Ungārijā piekritīgās iestādes spriedums vai rīkojums, kas noteikti apzīmē noziedzīgā nodarījuma sastāvu, kā arī laiku un vietu, kad un kur tas izdarīts. Ja lieta grozās ap noziedzīgiem nodarījumiem pret ipašumu, tad katrreiz aprādāms zaudējumu patiesais liekums. Lūgumam par izdošanu jāpievieno pieprasītājas valstī spēkā esošie sodu likumu noteikumi, kas piemērojami noziedzīgam nodarījumam, un lūgumā, cik tālu iespējams, aprādāmas pieprasāmās personas ārējās pazīmes.

Ja nosūtītie dokumenti būtu nepilnīgi, vai arī ja kādā nebūt ziņā izrādītos par nepieciešamu ziņu papildinājums, tad pieprasītājam valstij var uzlikt pienākumu papildināt šo trūkumu sešdesmit dienu laikā.

Nekādā gadījumā pieprasītājam valstij nevar uzlikt pienākumu stādīt priekšā pieprasāmās personas vainīguma pierādījumus.

9. pants.

7. pantā paredzētā piekrišana izprasāma diplomātiskā ceļā. Pieprasījumā jāaprādā noziedzīgā nodarījuma sastāvs, kā arī laiks un vieta, kad un kur tas izdarīts, un pieprasījumam jāpievieno dokumenti, no kuŗiem būtu redzami minētie apzīmējumi. Ja pieprasījuma mērķis ir izdotās personas nodošana tiesai, un ja noziedzīgais nodarījums ir tāds, ka pēc šīs konvencijas noteikumiem izdošanu nevar atraidīt, tad piekrišana ir dodama.

10. pants.

Ja persona, kuŗas izdošana uz šīs konvencijas noteikumu pamata pieprasīta no vienas Līdzējas Puses, tai pašā laikā pieprasīta arī no kādas citas vai vairākām citām valstīm, tad valstij, kuŗai pieprasīts, piekrit nolēmt, kuŗai no pieprasītājam valstīm dodama priekšrocība.

Ja augšaprādītā gadījumā lūgumos par izdošanu norādīts uz dažādiem noziedzīgiem nodarījumiem, tad pieprasījuma saņēmēja valsts, piekritot izdošanai, var noteikt, ka izdodamā persona pēc soda izciešanas izdodama citai valstij vai sodāma par saviem noziedzīgiem nodarījumiem.

11. pants.

Pirms formālā pieprasījuma saņemšanas, izdodamo personu var apcietināt pagaidām. Pieprasījums par apcietināšanu iesniedzams diplomātiskā ceļā. Steidzamības gadījumos un it sevišķi, ja ir iemesls baidīties, ka izdodamā persona aizbēgs, piekritīgās iestādes var tieši griezties ar lūgumu viena pie otras. Pieprasījumā jāaprādā noziedzīgais nodarījums, kuŗā tiek apvainota runā stāvošā persona, un pēc iespējas nozieguma izdarīšanas laiks un vieta un attiecīgās personas valsts piederība un ārējais izskats, kā arī jāsniedz ziņas par to, ka pastāv apvainojošs spriedums vai arī rīkojums par apcietināšanu, saskaņā ar 8. panta noteikumiem. Bez tam jāpaziņo, ka formālu pieprasījumu par minētās personas izdošanu iesniegs vēlāk.

Ja saskaņā ar iepriekšējiem noteikumiem attiecīgā persona ir pagaidām apcietināta un ja pieprasījuma saņēmēja valsts četrdesmit piecu dienu laikā, skaitot no tās dienas, kad pieprasītāja valsts saņēmusi ziņojumu par personas apcietināšanu, nesāņem diplomātiskā ceļā formālu pieprasījumu par aizturētās personas izdošanu, pēdējo var atsvabināt.

12. pants.

Ja izdošanai dota piekrišana, pieprasītājas valsts pienākums ir saņemt pieprasīto personu sešdesmit dienu laikā, skaitot no dienas, kad saņemts paziņojums par to, ka izdošana var notikt nekavējoties. Pēc šī termiņa notecēšanas attiecīgo personu var atsvabināt.

Izdošana notiek tanī izdevējas valsts robežu punktā, kuŗu tā nosaka.

13. pants.

Ja persona apcietināta saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem, visi priekšmeti, kuŗi apcietināšanas laikā atrodas viņas rīcībā, kuŗiem varētu būt kāda nozīme šai personai par vainu liktā noziedzīgā nodarījuma pierādīšanai, vai kuŗu izdošanu varētu pieprasīt civilprasiņš, ir jāatņem, un ja izdošana nolemta, tie jāzūst pieprasītājas valsts iestādēm.

Izdevēja valsts attiecībā uz šiem priekšmetiem var uzstādīt visus nosacījumus, kuŗus tā uzskata par nepieciešamiem trešo personu interešu aizsardzībai.

14. pants.

Ja viena Līdzēja Puse izdevusi noziedznieku kādai trešai valstij, otra Puse atļauj to vest caur savām teritorijām, ja tikai minētā persona nepieder pie viņas pilsoņiem un, saprotams, ar nosacījumu, ka noziedzīgais nodarījums, kuŗa dēļ notiek izdošana, ietilpst šīs konvencijas 1. un 2. pantā un neietilpst 3. un 5. pantā paredzētos gadījumos.

Lai saskaņā ar šo pantu atļautu pārvadāt noziedznieku, pietiek iesniegt attiecīgo pieprasījumu diplomātiskā ceļā, pieliekot klāt kāda no 8. pantā minēto tiesāšanas kārtības aktu oriģinālu vai apliecinātu kopiju.

Pārvadāšana tranzītā notiks, attiecībā uz pavadoņiem, ar tās valsts ierēdņu piedalīšanos, kas atļāvisi tranzītu pa savu teritoriju.

Tāpat atļaus līdzīgos apstākļos pārvadāt — turp un atpakaļ — pa vienas Līdzējas Puses teritorijām noziedznieku, kas aizturēts kādā trešā valstī un ko otra Līdzēja Puse uzskatītu par vajadzīgu nopratināt kopā ar kādu tiesājāmu personu.

15. pants.

Ja izdarot kriminālizmeklēšanu nepolitiskā lietā, vienas Līdzējas Puses tiesu varas orgāns uzskata par nepieciešamu izdarīt liecinieku nopratināšanu, kuŗi atrodas otras valsts teritorijā, vai citu izmeklēšanas darbību, tad lūgums par to iesniedzams rakstiski un diplomātiskā ceļā, un šāds lūgums izpildāms, ciktāl to pielaiž tās valsts likumi, kuŗā liecinieks nopratināms vai izmeklēšanas darbība izpildāma.

Pieprasītājam valstij, ja viņa to lūdz un ciktāl tas iespējams, laikus jāpaziņo iepriekš un pienācīgā laikā par dienu un vietu, kur pieprasītā izmeklēšanas darbība notiks.

16. pants.

Ja izdarot izmeklēšanu nepolitiskā lietā, ir atzīta par nepieciešamu priekšmetu vai dokumentu iesniegšana, kuŗi var noderēt kā lietišķs pierādījums un atrodas otras valsts rīcībā, vai nozieguma priekšmeta un lietišķo pierādījumu apturēšana, vai noziedznieka personības noskaidrošana vai kratīšana mājās, tad pieprasījums pēc tā iesniedzams diplomātiskā ceļā, un tāds pieprasījums izpildāms, ja tikai sevišķi iemesli atsevišķā gadījumā tam nav par šķērslī, piešķirot izdevējai valstij tiesību noteikt, ka augšminētie priekšmeti un dokumenti atdodami atpakaļ.

Tomēr ārkārtīgi steidzamos gadījumos, kad katrs nokavējums apdraudētu kriminālizmeklēšanas iznākumu, iestādes, kas veid izmeklēšanu, var griezties tieši pie tās Puses iestādēm, kam pieprasījums iesniegts, lai izvestu iepriekšējā rindkopā minēto tiesisko darbību.

17. pants.

Izdevumi, kas cēlušies ar šī konvencijā paredzēto noteikumu izpildīšanu, krit uz to valsti, kuŗas teritorijā šie noteikumi izpildīti, izņemot 14. pantā paredzētos caurlaišanas izdevumus caur vienas Līdzējas Puses teritoriju.

Pagaidu izdošanas izdevumus (6. pants), kā arī tādu personu tranzīta izdevumus, kuŗu izdošana ir piešķirta (14. pants) uzņemas pieprasītāja valsts.

18. pants.

Šī konvencijā paredzētās lietās iesniegtie dokumenti sastādāmi vācu valodā vai arī tiem pievienojams apliecināts tulkojums šī valodā.

19. pants.

Šī konvencija ratificējama, saskaņā ar Līdzēju Pusu likumiem, un stājas spēkā desmit dienas pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas. Tā paliek spēkā līdz sešu mēnešu laika notecēšanai, skaitot no dienas, kad viena Līdzēja Puse uzteikusi konvenciju.

To apliecinot, pilnvarotie šo konvenciju parakstījuši un piespieduši tai savus zīmogus.

Konvencija sastādīta divos eksemplāros Rīgā, 1929. g. 4. maijā.

(Paraksts) G. Albat.

Z. v.

(Paraksts) Dr. Jungerth.

Z. v.

Tulkojums.

PARAKSTĪŠANAS PROTOKOLS.

Parakstot šīs dienas noziedznieku izdošanas konvenciju, apakšā parakstījušies pilnvarotie vienojās par sekošo atzīmi:

Līdzējas Puses deklarē, ka gadījumos, ja kādas personas izdošanu pieprasītu vai nu viena no abām valdībām diplomātiskā ceļā, vai nu tieši kāda piedritīga iestāde, pieprasīto personu tūlīt arestē, ja tikai valdībai, kam pieprasījums iesniegts, nav pietiekoši materiāli, vai ja tai nav zināmi apstākļi, no kuŗiem skaidri izriet, ka pieprasītās personas izdošanu nevarēs piešķirt saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem.

Šim protokolam ir līdzīgs spēks, un tas paliks spēkā tikpat ilgi kā šodien noslēgtā noziedznieku izdošanas konvencija.

To apliecinot, attiecīgie pilnvarotie parakstīja šo protokolu un tam piespieda savus zīmogus.

Sastādīts Rīgā, divos eksemplāros, 1929. g. 4. maijā.

(Paraksts) Albat.

Z. v.

(Paraksts) Dr. Jungerth

Z. v.

Konvencijas un parakstīšanas protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1929. g. 17. maija plenarsēdē.

J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS par

papildinājumiem un pārgrozījumiem Sv. Peterburgas starptautiskai tēlegrafa konvencijai pievienotā starptautiskā dienesta reglamentā (1925. g. Parizes caurlūkojums).

1. 1928. g. 22. septembrī Briselē parakstītais protokols par papildinājumiem un pārgrozījumiem Sv. Peterburgas starptautiskai tēlegrafa konvencijai pievienotā starptautiskā dienesta reglamentā (1925. g. Parizes caurlūkojums) ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Līdz ar likumu izsludināms protokols un tā tulkojums latviešu valodā.

3. Pirmā pantā minētais protokols stājas spēkā 1929. g. 1. oktobrī.

Rīgā, 1929. g. 5. jūnijā.

Valsts Prezidents G. Zemgals.

Likums Saeimā pieņemts 1929. gada 17. maijā.

PROTOCOLE

portant Addition et Modifications au Règlement de Service International annexé à la Convention Télégraphique Internationale de St.-Petersbourg (Revision de Paris, 1925, Édition de Berne).

Article 7. § 1. Remplacer la seconde phrase par la suivante:

Sauf l'exception prévue à l'Article 9, § 2, catégorie B, chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

Article 8. Remplacer le § 1 par le suivant:

§ 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

Article 9 Remplacer cet Article par le suivant:

Article 9.

§ 1. Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

§ 2. On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage. Ils se répartissent en deux catégories:

Catégorie A. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus formés de 10 lettres au plus et dans lesquels figurent au moins une voyelle s'ils sont de 5 lettres au plus, deux voyelles au moins s'ils sont de 6, 7 ou 8 lettres et trois voyelles au moins s'ils sont de 9 ou 10 lettres. Dans les mots de plus de 5 lettres, une voyelle au moins doit se trouver dans les cinq premières lettres et une voyelle au moins dans le reste du mot, étant entendu que les mots de 9 ou de 10 lettres doivent contenir au moins trois voyelles au total. Les voyelles sont a, e, i, o, u, y. Les réunions de deux ou plusieurs mots du langage clair contraires à l'usage de la langue à laquelle ces mots appartiennent sont interdites.

Catégorie B. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus ne comprenant pas plus de 5 lettres, sans condition ni restriction quant à la construction de ces mots. Les chiffres et groupes de chiffres ne sont pas admis; toutefois, les marques de commerce constituées par un mélange de chiffres et de lettres sont acceptées si l'expéditeur peut démontrer qu'il s'agit réellement de marques de commerce.

L'agent qui accepte un télégramme de la catégorie B inscrit sur la minute la mention de service = CDE = qui est transmise en tête du préambule du télégramme, jusqu'à destination.

§ 3. Dans les deux catégories de télégrammes, A et B, les mots convenus ne peuvent pas contenir les lettres accentuées à, á, â, é, ê, ñ, ö, ü et les combinaisons ae, aa, ao, oe, ue, ch sont comptées chacune pour deux lettres.

§ 4. Les télégrammes de la catégorie A sont soumis au plein tarif; ceux de la catégorie B sont taxés aux $\frac{2}{3}$ du tarif plein s'il s'agit du régime extra-européen et aux $\frac{3}{4}$ du tarif plein s'il s'agit du régime européen (Art. 23, §§ 2 et 3).

§ 5. Pour la taxation, un télégramme en langage convenu ne peut pas être considéré comme appartenant en partie à la catégorie A et en partie à la catégorie B. A ce point de vue, il doit se classer dans l'une des deux catégories à l'exclusion de l'autre.

§ 6. Pour les télégrammes convenus ou mixtes de la catégorie A, l'expéditeur est tenu de présenter le code d'après lequel le texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'Administration dont ce bureau relève lui en font la demande.

Article 10. § 1. ¹⁰ à remplacer par:

¹⁰ de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète;

Article 21. Modifier et compléter comme suit:

§ 1. biffer le 4^o.

§ 4 (1) et (2) à remplacer par:

§ 4. (1) Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à 10 lettres pour les télégrammes de la catégorie A et à 5 lettres pour les télégrammes de la catégorie B (Art. 9, § 2).

(2) Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu de la catégorie A, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix lettres. Lorsque le télégramme se range dans la catégorie B, ces mots en langage clair sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de cinq lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq lettres.

Si le télégramme mixte de la catégorie A comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions du § 7 ci-après.

§ 8 à remplacer par:

§ 8. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises dans les télégrammes en langage clair, dans les télégrammes en langage convenu de la catégorie A et dans les télégrammes mixtes clair-chiffré, c'est-à-dire ceux dont le texte contient à la fois des mots en langage clair et des groupes de chiffres; il en est de même lorsque les réunions ou altérations sont dissimulées au moyen du renversement de l'ordre des lettres ou des syllabes. Toutefois, les noms de villes et de Pays, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les mots composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française dont il peut être justifié au besoin, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres peuvent être groupés en un seul mot qui est compté conformément aux prescriptions de cet Article, §§ 3 et 4. Les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple: trentetrente au lieu de troismilletrente ou sixquatresex au lieu de sixcentquarantesix sont également admis et comptés à raison de 5 lettres (convenu B), 10 lettres (convenu A) ou 15 lettres (clair).

§ 10 (1) à remplacer par:

§ 10. (1) Toutefois, lorsqu'un télégramme en langage clair ou un télégramme mixte clair-chiffré contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle du Pays d'origine, contraires à l'usage de cette langue, les Administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut refuser de remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

§ 11 (1) à remplacer par:

§ 11. (1) Lorsque l'Administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme en langage clair ou en langage mixte clair-chiffré, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une Administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxes sont dues aux différentes Administrations intéressées.

Ajouter le nouveau § ci-après:

§ 12. Les Administrations dont dépend le bureau de destination ou de transit d'un télégramme contenant des mots du langage convenu de la catégorie A ne répondant pas aux règles de construction imposées ont le droit de débiter, au besoin d'office, l'Administration d'origine du montant de la taxe supplémentaire due.

Article 22. Page 32, lire:

Emvthf (marque de commerce ou groupe de lettres) 2

Emvchf (marque de commerce ou groupe de lettres) 2

Article 25. § 2 à remplacer par:

§ 2. Le tarif est établi par mot pur et simple. Toutefois:

a) pour les télégrammes en langage convenu de la catégorie B (Art. 9, § 2), il est obligatoirement perçu un minimum de taxe de quatre mots.

b) pour la correspondance du régime européen, chaque Administration a la faculté d'imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser un franc cinquante (1 fr. 50) par télégramme et, en se conformant à l'Article 29 du Règlement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

Article 37. Page 47, § 1 a) (1), ajouter:

CDE Télégramme en langage convenu de la catégorie B.

Page 49, litt. f (2), 2^o, à remplacer par:

2^o au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres (catégorie B) ou de plus de 10 lettres (catégorie A).

Article 79. § 1, ajouter à la fin:

..... accessoires. Toutefois, pour les télégrammes du régime extra-européen, il est tenu compte du minimum de perception appliqué aux télégrammes en langage convenu de la catégorie B (Article 25, § 2, a)).

Les additions et modifications ci-dessus seront mises en application à la date du 1-er Octobre 1929.

Ainsi arrêté à Bruxelles, le 22 Septembre 1928, par les Délégués soussignés, conformément aux Articles 15 et 16 de la Convention de St.-Petersbourg.

Pour l'Afrique du Sud (Union de l'):	G. A. Jenkin.
Pour l'Albanie:	Maliq Libohova.
Pour l'Allemagne:	Otto Arendt, Paul Jäger.
Pour l'Australie (Fédération):	W. Noble.
Pour la Belgique:	Dethioux, J. Pierart, Lemercier, J. Lambert.
Pour la Bolivie:	Adolfo Ballivian.
Pour le Brésil:	Camillo Raul Prates.
Pour la Bulgarie:	Tz. Christoff.
Pour Ceylan:	J. Louden.
Pour le Chili:	Luis Fidel Yanez.
Pour la Chine:	W. Y. Shiavy Tchou, Kong Chin Tsang.
Pour la Colombie:	Enrique de Argaéz.
Pour les Colonies néerlandaises en Amérique (Surinam et Curaçao):	W. Gerdes Oosterbeek.
Pour les Colonies portugaises:	Mario Correa Barata da Cruz. (Mozambique)
Pour le Congo belge:	F. Tondeur.
Pour la Cote française des Somalis:	Louis de Monicault.
Pour la Cyrénaïque:	G. Bordonaro.
Pour le Danemark:	C. Mondrup, Gredsted.
Pour Dantzig (Ville libre de):	Zander.
Pour l'Équateur:	Torriente Carlos Abarca.
Pour l'Erythrée:	G. Tommasi.
Pour l'Espagne:	Antonio Nieto, Gabriel Hombre.
Pour l'Estonie:	G. Jallajas.
Pour la Finlande:	G. E. F. Albrecht.
Pour la France et l'Algérie:	L. Boulanger.
Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:	F. W. Philips, J. Louden, F. Strong.
Pour la Grèce:	P. Kapsambélis.
Pour la Hongrie:	Fr. Kol.
Pour les Indes britanniques:	H. A. Sams, P. N. Mitra.
Pour les Indes néerlandaises:	W. Gerdes Oosterbeek, J. Verhaegen, Hoogewooning.
Pour l'Indochine française:	J. Cassagnac.
Pour l'Islande:	C. Mondrup, Gredsted.
Pour l'Italie:	G. Gneme, Giannini.
Pour le Japon:	Y. Fujikawa, F. Minoda, E. Sugiyama.
Pour la Lettonie:	V. Krūmiņš.
Pour le Liban:	Picard.
Pour la Lithuanie:	G. Krolis.
Pour le Luxembourg:	Jaaques.
Pour Madagascar:	C-te de St.-Ferjeux.
Pour le Maroc:	M. Morillon.
Pour la Norvège:	Nickelsen, Tennfjord.
Pour la Nouvelle-Zélande:	F. Strong.
Pour les Pays-Bas:	Damme, G. J. Hofker.
Pour la Perse:	Bahman Khan.
Pour le Portugal:	José de Liz Ferreira Junior.
Pour la Rhodesia du Sud:	F. W. Phillips.
Pour la Roumanie:	Marinesco, Constantinesco.
Pour la Sarre (Territoire de):	Centner, Ehrhardt.
Pour le Sénégal:	B-on d'Halewyn.
Pour le Royaume des Serbes' Croates et Slovènes:	Dim. Zlatanovitch, D. N. Miloykovitch.
Pour la Somalie italienne:	Camillo Giurati.
Pour la Suède:	J. Gunnar Holmström, Sven Backelin.
Pour la Suisse:	Dr M. Baur.
Pour la Syrie:	Henry Spitzmuller.
Pour la Tchécoslovaquie:	Dr Otto Kučera.
Pour la Tripolitaine:	Creyt Donato.
Pour la Tunisie:	Dupont.
Pour la Turquie:	M. Fahri, Ihsan Djemal.
Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:	Eugène Hirschfeld, Germain Kelder.
Pour le Venezuela:	Aristimuño Coll.

Tulkojums.

PROTOKOLS

par papildinājumiem un pārgrozījumiem Sv. Peterburgas starptautiskai tēlegrafa konvencijai pievienotā starptautiskā dienesta reglamentā (1925. g. Parīzes caurlūkojums, Bernes izdevumā).

7. pants. 1. §. Atvietot otro teikumu ar sekošo:

Bez 9. panta 2. § B kategorijā paredzētā izņēmuma, katru no šim valodām var pielietot vienā un tādā pašā tēlegrammā vienai vai reizē ar citām.

8. pants. Atvietot 1. § ar sekošo:

1. §. Par vispārlietojamu valodu sauc tādu, kuras vārdiem ir saprotama nozīme vienā vai vairākās starptautiskā tēlegrafa korespondencē pielaištās valodās, pie kam katram vārdam un izteicienam ir tā nozīme, kādu viņam parasti piešķir valodā, pie kuras tas pieder.

9. pants. Atvietot šo pantu ar sekošo:

9. pants.

1. §. Norunātā valoda ir tāda, kas sastāv vai nu no mākslīgiem vārdiem, vai no īstiem vārdiem, kam nav tās nozīmes, kādu viņiem parasti piešķir valodā, pie kuras tie pieder, un kas tādēļ nesastāda saprotamus teikumus kādā no tēlegrafiskā korespondencē pielaištām vispārlietojamām valodām, vai beidzot no šādi noteiktu istu un mākslīgu vārdu maisījuma.

2. §. Par tēlegrammām norunātā valodā sauc tādas, kuru tekstu sastāda šai valodai piederoši vārdi. Viņas sadalās divās kategorijās:

Kategorija A. Tēlegrammas, kuru teksts satur lielāks no 10 burtiem sastāvošus norunātus vārdus, kuros ir mazākais viens patskanis ja viņi satur ne vairāk par 5 burtiem, mazākais divi patskaņi, ja tie satur 6, 7 vai 8 burtus un mazākais trīs patskaņi, ja tie satur 9 vai 10 burtus. Vārdos, kas satur vairāk par 5 burtiem, mazākais vienam patskanim jāatrodas pirmajos 5 burtos un mazākais vienam patskanim atlikušā vārda daļā, pie kam, vārdiem ar 9 vai 10 burtiem kopsummā jāsaturs mazākais trīs patskaņi. Patskaņi ir a, e, i, o, u, y. Ir aizliegti tādi vispārlietojamās valodas divu vai vairāku vārdu savienojumi, kas nesaskan ar valodas likumiem, pie kuras šie vārdi pieder.

Kategorija B. Tēlegrammas, kuru teksts satur norunātus vārdus, kuros nav vairāk par 5 burtiem, bez kaut kādiem nosacījumiem un ierobežojumiem šo vārdu sastādīšanā. Cipari un ciparu grupas nav pielaistas; tomēr no cipariem un burtu maisījuma sastāvošas tirdzniecības zīmes ir pielaistas, ja nosūtītājs var pierādīt, ka lieta tiešam grozās ap tirdzniecības zīmēm.

Ierēdnis, kas pieņem B kategorijas tēlegrammu, uzraksta uz tās oriģināla gaitas atzīmi = CDE =, ko pārraida tēlegrammas virsrakstā līdz saņemšanas vietai.

3. §. Abās tēlegrammu kategorijās, A un B, norunātie vārdi nedrīkst saturēt apzīmētus burtus ā, ă, ǎ, ê, ñ, ò, ù, bet savienojami ae, aa, ao, oe, ue, ch, katrs skaitās par diviem burtiem.

4. §. A kategorijas tēlegrammas apmaksājamas pēc pilna tarifa; B kategorijas tēlegrammas apmaksājamas pēc 2/3 pilna tarifa; ārpus Eiropas satiksmē un pēc 3/4 pilna tarifa Eiropas satiksmē (23. panta 2. un 3. §§).

5. §. Pie taksēšanas tēlegrammu norunātā valodā nevar apskatīt kā pa daļai piederošu pie A kategorijas un pa daļai pie B kategorijas. No šī viedokļa skatoties tai jāietilpst kādā vienā no abām kategorijām, izslēdzot otru.

6. §. Attiecībā uz norunātām vai jauktām A kategorijas tēlegrammām nosūtītājam jāuzrāda kods (vārdnīca), pēc kura ir sastādīts tēlegrammas teksts, ja nosūtīšanas iestāde vai pārvalde, kurai šī iestāde padota, to pieprasa.

10. pants. 1. §. — 10 atvietojams ar sekošo:

10 no arābu cipariem, no arābu ciparu grupām jeb seriēm ar slepenu nozīmi;

21. pants. Pargrozīt sekoši:

1. § strīpot 4^o.

4. § (1) un (2) atvietot ar sekošo:

4. §. (1). Norunātā valodā lielākais vārda garums noteikts ar 10 burtiem A kategorijas tēlegrammās un ar 5 burtiem B kategorijas tēlegrammās. (9. panta, 2. §).

(2). Vārdus vispārlietojamā valodā, kas ietilpst jauktās tēlegrammas tekstā, kas sastādīts no vārdiem vispārlietojamā valodā un no vārdiem norunātā A kategorijas valodā, skaita par vienu vārdu līdz 10 burtiem, pie kam burtu atlikums katrā 10 burtu seriā skaitās par vienu vārdu. Ja tēlegramma pieskaitāma B kategorijai, šie vārdi vispārlietojamā valodā skaitās par vienu vārdu līdz 5 burtiem, pie kam burtu atlikums katrā 5 burtu seriā skaitās par vienu vārdu.

Ja A kategorijas jaukta tēlegramma satur bez tam tekstu šifrētā valodā, tad šifrētas grupas skaitāmas saskaņā ar turpmākā 7. § noteikumiem.

8. § atvietojams ar sekošo:

8. §. Vārdu savienojumi vai pārgrozījumi, kas nesaskan ar valodas likumiem, pie kuras tie pieder, nav pielaisti tēlegrammās vispārlietojamā valodā, A kategorijas tēlegrammās norunātā valodā un jauktās tēlegrammās vispārlietojamā šifrētā, tas ir tādas, kuru teksts satur reizē vārdus vispārlietojamā valodā un ciparu grupas, tāpat nav pielaisti ar burtu vai balsienu kārtības maiņu apslēpti savienojumi vai pārgrozījumi. Tomēr pilsētu vai valstu nosaukumus, vienas un tās pašas personas uzvārdus, vietu, laukumu, bulvāru, ielu un citu atklātu ceļu pilnus apzīmējumus, kuģu nosaukumus, pielaistus savienotus vārdus angļu un franču valodā, kuru rakstīšanas veidu vajadzības gadījumā var pierādīt, veselus skaitļus, daļu skaitļus, decimālskaitļus, vai veselus skaitļus ar daļām, kas rakstīti ar burtiem, var savienot vienā vārdā, kuru skaita saskaņā ar 3. panta 3. un 4. §§ noteikumiem. Tāpat pielaisti un skaitās pa 5 burtiem vārdā (norunātā B), pa 10 burtiem vārdā (norunātā A), vai pa 15 burtiem vārdā (vispārlietojamā) ar burtiem rakstīti skaitļi, kuros cipari uzrādīti atsevišķi vai grupām, piemēram: trentetrente (trīsdesmittrīsdesmit) vārda troismillettrente (trīstūkstoštrīsdemīt) vietā vai sixquatresix (sešdesmitseši) vārda sixcentquarantesix (sešsimtičetrdesmitseši) vietā.

10. § (1) atvietojams ar:

10. § (1). Tomēr, kad tēlegramma vispārlietojamā valodā vai jaukta tēlegramma vispārlietojamā šifrētā valodā satur vārdu savienojumus vai pārgrozījumus ne nosūtīšanas valsts, bet citā valodā, kas nesaskan ar pieņemtiem šīs valodas likumiem, tad pārvaldēm ir tiesības uzdot saņemšanas iestādei izstrūkstošo maksu pieprasīt no saņēmēja. Gadījumos, kad saņemšanas iestāde izlieto šīs tiesības, viņa var atteikties izsniegt tēlegrammu, ja saņēmējs no maksāšanas atsakās.

11. § (1) atvietojams ar:

11. § (1). Ja nosūtīšanas vietas pārvalde atrod, ka ir ņemta nepietiekoša maksa par tēlegrammu vispārlietojamā valodā vai jauktā-vispārlietojamā šifrētā valodā, viņa var pieprasīt papildu maksu no nosūtītāja; tāpat viņa rīkojas, kad kāda tranzīta vai saņemšanas vietas pārvalde viņai paziņo par tādām nepareizībām. Šinī pēdējā gadījumā, ja pie tam maksas piedzišana ir iespējama, attiecīgas maksas daļas pienākas ikvienai ieinteresētai pārvaldei.

Pieņemti sekošu jaunu §:

12. §. Pārvaldēm, kurām padota tādas tēlegrammas saņemšanas vai tranzīta iestāde, kas satur vārdus A kategorijas norunātā valodā, neatbilstošus vārdu sastādīšanas priekšrakstiem, ir tiesības debitēt, vajadzības gadījumā no pārvaldes uz pārvaldi, nosūtīšanas vietas pārvaldi par pienākošas papildu takses summu.

22. pants. 32. lapas pusē lasīt:

Emvthf (tirdzniecības zīme vai burtu grupa) 2

Emvehf (tirdzniecības zīme vai burtu grupa) 2

25. pants. Atvietot 2. § ar:

2. §. Tarifu aprēķina vienīgi pēc vārdiem. Tomēr:

a) par tēlegrammām norunātā B kategorijas valodā (9. pants 2. §), obligātoriski jāņem takses minimums par četriem vārdiem;

b) par korespondenci Eiropas rajona satiksmē katrā pārvaldei ir tiesības noteikt minimālo maksu, kura nevar pārsniegt 1,50 franka par tēlegrammu un piemērojoties rēglamenta 29. pantam, ņemt maksu, aprēķinot to vispiemērotākā veidā.

37. pants. 47. lapas pusē 1. § a) (1) pievienot sekošo:

CDE — tēlegramma norunātā B kategorijas valodā.

49. lapas pusē, litt. f (2), 2^o atvietot ar:

2^o gadījumā, kad tēlegramma, kuras teksts ir norunātā valodā, satur vispārlietojamus vārdus, garākus par 5 burtiem (B kategorija), vai garākus par 10 burtiem (A kategorija).

79. pants. 1. § pievienot beigās:

..... papildu maksas. Tomēr, kas zīmējas uz ārpus-Eiropas rajona tēlegrammām jāievēro maksas minimums, kādu ņem par tēlegrammām norunātā B kategorijas valodā (9. pants 4. §).

Augšā pievestie papildinājumi un pārgrozījumi stāsies spēkā 1929. gada 1. oktobrī.

Saskaņā ar Sv. Peterburgas Konvencijas 15. un 16. pantu, Briselē, 1928. gada 22. septembrī apakšā parakstījušies delegāti nolēmuši pieņemt augšā pievestos papildinājumus un pārgrozījumus.

Par Latviju:	Krūmiņš.
„ Dienvid-Afrikas Savienību:	G. A. Jenkin.
„ Albaniju:	Maliq Libohova.
„ Vāciju:	Otto Arendt, Paul Jäger.
„ Australiju (savienība):	W. Noble.
„ Beļģiju:	Dethioux, J. Pierart, Lemerrier, J. Lambert.
„ Boliviju:	Adolfo Ballivian.
„ Brazīliju:	Camillo Raul Prates.
„ Bulgāriju:	Tz. Christoff.
„ Ceilonu:	J. Louden.
„ Čīlu:	Luis Fidel Yanez.
„ Ķīnu:	W. Y. Shiavy Tshou, Kong Chin Tsang.
„ Kolumbiju:	Enrique de Argaéz.
„ Holandes kolonijām Amerikā (Surinam et Curaçao):	W. Gerdes Oosterbeek.
„ Portugāles kolonijām:	Mario Correa Barata da Cruz (Mozāmbique).
„ Beļģijas Kongo:	F. Tondeur.
„ Franču Somālijas Piekrasti:	Louis de Monicault.
„ Kirenaiku:	G. Bordonaro.
„ Dāniju:	C. Mondrup. Gredsted.
„ Dancigu (brīvpilsēta):	Zander.
„ Ekvadoru:	Torriente Carlos Abarca.
„ Eritreju:	G. Tommasi.
„ Spāniju:	Antonio Nieto, Gabriel Hombre.
„ Igauniju:	G. Jallajas.
„ Somiju:	G. E. F. Albrecht.
„ Franciju un Alžīru:	L. Boulanger.
„ Liel-Britāniju un Ziemeļ-Iriju:	F. W. Phillips, J. Louden, F. Strong.
„ Grieķiju:	P. Kapsambélis.
„ Ungāriju:	Fr. Kol.
„ Britānijas Indiju:	H. A. Sams, P. N. Mitra.
„ Holandes Indiju:	W. Gerdes Oosterbeek, J. Verhaegen, Hoogewoening.
„ Franču Indokīnu:	J. Cassagnac.
„ Islandi:	C. Mondrup, Gredsted.
„ Itāliju:	G. Gneme, Giannini.
„ Japānu:	Y. Fujikawa, F. Minoda, E. Sugiyama.
„ Libānu:	Picard.
„ Lietuvu:	G. Krolis.
„ Luksemburgu:	Jaaques.
„ Madagaskaru:	C-te de St.-Ferjeux.
„ Maroku:	M. Morillon.
„ Norvēģiju:	Nichelsen, Tennfjord.
„ Jaunzēlandi:	F. Strong.
„ Holāndi:	Damme, G. J. Hofker.
„ Persiju:	Bahman Khan.
„ Portugāli:	José de Liz Ferreira Junior.
„ Dienvid-Rodeziju:	F. W. Phillips.
„ Rumāniju:	Marinesco, Constantinesco.
„ Saaras teritoriju:	Centner, Ehrhardt.
„ Senegalu:	Bon d'Halewyn.
„ Serbu, Kroatu un Sloveņu Karalisti:	Dim. Zlatanovitch, D. N. Miloykovitch.
„ Itālijas Somāliju:	Camillo Giuriati.
„ Zviedriju:	J. Gunnar Holmström, Sven Backelin.
„ Šveici:	Dr. M. Baur.
„ Siriju:	Henry Spitzmuller.
„ Čekoslovākiju:	Dr. Otto Kučera.
„ Tripolitaniju:	Creyt Donato.
„ Tūnisu:	Dupont.
„ Turciju:	M. Fahri, Ihsan Djemal.
„ Sociālistisko Padomju Republiku Savienību:	Eugène Hirschfeld, Germain Kelder
„ Venecuēlu:	Aristimuño Coll.

Protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1929. g. 17. maija plenārsēdē.
J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Pārgrozījums

noteikumos par nekustamas mantas iegūšanas, lietošanas un pārvaldīšanas ierobežojumu likuma (Lik. kr. 1927. g. 92 un 1929. g. 72) piemērošanu.

Noteikumu par nekustamas mantas iegūšanas, lietošanas un pārvaldīšanas ierobežojumu likuma piemērošanu (Lik. kr. 1928. g. 3) 4. pantu izteikt šādi:

- 4. Pierobežu joslā ieskaitīt sekošus pagastus un pilsētas:
- Valmieras apriņķi: Ainažu, Ipiķu, Arakstes un Lodes pagastu un Ainažu pilsētu;
- Valkas apriņķi: Lugāžu, Valkas, Veclaicenes un Pededzes pagastu, Valkas pilsētu un Apes pilsētu;

- Jaunlatgales apriņķi: Liepnas, Kacēnu, Linavas, Purvmales, Augšpils un Gauru pagastu un Jaunlatgali;
 - Ludzas apriņķi: Kārsavas, Mērdzenes, Ciblas, Briģu, Pasienes un Šķaunas pagastu un Kārsavas pilsētu;
 - Rēzeknes apriņķi: Bukmuižas pagastu, Daugavpils apriņķi: Asūnes, Pustiņas un Piedrujas pagastu;
 - Hūkstes apriņķi: Kaplavas, Salienas, Silenes, Dēmenes, Kurcuma, Lašu Prodes un Aknistes pagastu un Subates pilsētu;
 - Jēkabpils apriņķi: Neretas pagastu;
 - Jelgavas apriņķi: Rubas pagastu.
- Rīgā, 1929. g. 28. maijā.
Ministru prezidents H. Celmiņš.
Zemkopības ministris A. Alberings.

Rīkojums № 3409

1929. g. 31. maijā.

Gaļas kontroles izdevumu segšanai par laiku no 1929. g. 1. aprīļa līdz š. g. 31. jūlijam.

1) Cūku eksportkautuves Centrālās savienības „Konzums” — Rīgā, Marriott un Zeligmann — Liepājā un kooperatīvās sabiedrības „Valmieras eksportkautuve” Valmierā, maksā 0,5 sant. no katra kilogramma eksportētās gaļas;

2) Pārējās gaļas eksportfirmas par gaļas produktu pārstrādājumiem p. p. desām, gaļas konserviem, taukiem, cūku šķiņķiem, sāļtiem, žāvētiem un sutinātiem 1,5 sant. no katra kilogramma un par pārējiem nepārstrādātiem gaļas produktiem p. p. svaigu, saldētu gaļu 1 sant. no katra kilogramma.

Visas minētās summas iemaksājamas kā avanss mēnesi uz priekšu, pēc iepriekšējā mēneša aprēķina, Latvijas bankā, veterinārās valdes depozīta rēķinā D. N. 143. 1929. g. 21. janvāra rīkojumu № 602, publicētu š. g. „Valdības Vēstnesī” № 22, skaitīt par atceltu.

Pamats. Likums par eksportējamās gaļas un tās pārstrādājumu kontroli Lik. kr. 1924. g. № 86.

Zemkopības ministris A. Alberings. Finanču ministris A. Petrevics. Veterinārvaldes priekšnieks, veterinārārsts Cīrulis.

Rīkojums № 252

1929. g. 3. jūnijā.

Par veduma maksu pārvešanu uz preču sūtījumu saņēmēniem.

Ejot pretim dzelzceļu lietotāju vēlēšanām iespējamības robežās un pie tam neradot dzelzceļiem zaudējumus, atļauju uz preču sūtītāju vēlēšanās pārvest veduma maksas uz gala staciju par tādām preču sūtījumiem, par kuriem, saskaņā ar valsts dzelzceļu preču tarifa II daļu un preču alfabētisko nomenklatūru un klasifikāciju, tā jāsamaksā izsūtīšanas stacijā, izņemot zemāki uzskaitītās preces, kuŗas nosūtīt kā līdz šim, saskaņā ar preču tarifa II daļas

Rīkojums № 259

par „Valsts dzelzceļu preču tarifa” II daļas grozīšanu un papildināšanu.

Valsts dzelzceļu preču tarifa II daļu, kuŗa publicēta 1928. g. „Valdības Vēstneša” 170. numurā, kā atsevišķs pielikums, uzdodu sekošā kārtā grozīt un papildināt:

12. un 13. lappusē, IV kategorijas 4. grupas preču nosaukumi „brētlipi”, „butes”, „mencas (dorši)” un „reņģes” ievietojami zemāk minētā redakcijā, t. i. pierakstot tiem zemāk uzrādītos apzīmējumus, un ar turpat uzrādītām tarifa klasēm:

Table with columns: Preču nosaukums, Sīk-sūtījumi, 5 t, 10 t, 15 t, Tarifa klases, Tranzīta un eksporta tarifa grupas. Rows include Brētlipi, Butes, Mencas (dorši), Reņģes (strimalas) un salakas.

Rīkojums spēkā ar 1929. g. 5. jūliju.

Dzelzceļu galvenā direktora palīgs K. Springiņš. Finanču direktors Mazkalniņš.

Ar ministru kabineta piekrišanu apstiprinu. 1929. g. 3. jūnijā. Satiksmes ministris Fr. Ozoliņš.

ziediem (sk. X kat. 2. gr.), klūdžinām, krūmiem un rīkstēm (sk. X kat. 3. gr.), meldriem, niedrām un stādiem (sk. X kat. 5. gr.), kastēm un mucām, lietotām, arī kā atpakaļsūtāmo taru (sk. XI kat. 1. gr.), maisiem un mašām, pelešku (lūksķiedru), lietotiem, arī kā atpakaļsūtāmo taru (sk. XI kat. 2. gr.), izkārņījumiem (sk. XVI kat. 3. gr.) un pelniem, miroņu un šķirstiem ar miroņiem (sk. XX kat.).

Rīkojums spēkā ar 1929. g. 10. jūliju. Dzelzceļu galvenais direktors A. Rode. Finanču direktora v. i. J. Leitis.

KURSI.

Rīgas birzā, 1929. gada 5. jūnijā.

Table with columns: Devīzes, Dārgmetali, Vērtspapīri. Lists exchange rates for various currencies and gold prices.

Rīgas birzas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevica. Zvērināts birzas māklers Th. Summers.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 8 lapas puses.

aizrādījumiem, veduma maksu tomēr iekasējama pie nosūtīšanas un proti par: sēnēm un šampinoniem, svaigiem (sk. I kat. 9. gr.), paniņām un suliņām (sk. III kat.), meža dzīvniekiem un zvēriem, kā arī zvēriņiem (sk. IV kat. 3. gr.), visām zivīm, dzīvām un svaigām, ikriem, apvaislotiem un zivju mazuļiem, dzīvjiem, kā arī vēžiem (sk. IV kat. 4. gr.), asinim, čaumalām, vēžu, dzislām, iekšām un citiem svaigiem dzīv-

nieku atkritumiem (sk. V kat. 2. gr.), gaļu un kautiņiem kustoņiem un putniem, svaigiem (sk. V kat. 3. gr.), čaumalām, olu (sk. V kat. 6. gr.), pūkām (pišļiem), džuņas, kaņepāju un linu, kā arī spaļiem (sk. VII kat. 1., 2. un 4. gr.), ledu un ūdeni, vienkāršu (sk. IX kat. 4. gr.), saknēm, skaidām, zariem un žagariem (sk. X kat. 1. gr. C nodalījumu), bērziem (meijām), eglītēm, lapām, puķēm, pumpuriem un

Tiesu sludinājumi.

Tiesu palata, uz tiesu iek. lik. 309. panta pamata dara zināmu, ka no zvērīnātu advokātu padomes zvērīnātā advokāta skaitā uzņemtais Moisejs Grajevskis nodeva zvērīnātā advokāta svinīgo solījumu Tiesu palatas departamentu kopsapulces 1929. g. 1. jūnijā sēdē un uz šī sēdē taisītā lēmuma pamata ir ieviests zvērīnātu advokātu saraksts. 5204 Rīgā, 1929. g. 3. jūnijā. Priekšsēd. A. Kviesis. Sekretārs A. Rūvalds.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civ. ties. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uz Kamillas Valdispils pilnv. zv. adv. pal. F. Neumana lūgumu uzaicina visas personas, kuŗām ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1929. g. 22. maijā publicēto 1929. g. 14. aprīlī Rīgā mirušā Gottfrīda (Gottfrieda) Matīsa (Mateus) d. Valdispīla (Waldispühl), 1924. g. 6. martā pie Rīgas notāra V. Lievena taisīto testamentu, kā arī visas personas, kuŗām ir kaut kādas tiesības uz mir. Gottfrīda Valdispīla mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, parādējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1929. g. 22. maijā. L. 4259. 4297b. Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civ. ties. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uz Mārtiņa Salina lūgumu uzaicina visas personas, kuŗām ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1929. g. 22. maijā publicēto 1929. g. 9. februārī Liepkalnes pagastā mirušā Reiga Jāņa d. Salina, 1924. g. 15. janvārī mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kuŗām ir kaut kādas

tiesības uz mir. Reiga Salina mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, parādējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1929. g. 22. maijā. Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civ. ties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1928. gada 30. septembrī Rīgā mirušās Helēnes - Augustes-Martas - Marijas Gustava meitas Harfiss (Harff), šķirtas Sadowskijas ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. L. № 4450 Rīgā, 1929. g. 22. maijā. Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civ. ties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1919. g. 24. maijā Lazonas pag. mir. Otto Viluma dēla Baloža ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. L. № 4496 Rīgā, 1929. g. 22. maijā. Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civ. ties. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uz Mārtiņa Salina lūgumu uzaicina visas personas, kuŗām ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1929. g. 22. maijā publicēto 1929. g. 9. februārī Liepkalnes pagastā mirušā Reiga Jāņa d. Salina, 1924. g. 15. janvārī mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kuŗām ir kaut kādas

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civilties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1927. g. 14. dec. Bēbru pag. mir. Andreja Jāņa dēla Preisa ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. L. № 4481 Rīgā, 1929. g. 22. maijā. Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civilties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1928. gada 30. septembrī Rīgā mirušās Helēnes - Augustes-Martas - Marijas Gustava meitas Harfiss (Harff), šķirtas Sadowskijas ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. L. № 4450 Rīgā, 1929. g. 22. maijā. Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz lik. par laul. 77. p. pamata, dara zināmu, ka tiesa 1929. g. 17. aprīlī Karlines Kallens, dzim. Levinš, prasības lietā pret Eduārdu Kallens, par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprida: šķirt laulību, kas slēgta Valkas luterāņu draudzē 1910. g. 24. jūn. starp Eduārdu Kallenu un Karīni Kallens, dzim. Levinš, atstājot bērns: dēlus Edūardu, dzim. 1911. g. 2. aprīlī un Visvaldi, dzim. 1921. g. 25. maijā, mātes audzināšanā; atļaut prasītājam iedoties jaunā laulībā tūlīt pēc šā sprieduma spēkā stāšanās.

Ja atbildētājs civ. proc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tad spriedums stāsies likumīgā spēkā. Rīgā, 1929. g. 24. maijā. L. № 431544. L. № 749. 4567b. Priekšsēd. b. Eglīts. Sekretārs v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civilties. lik. 2011., 2012., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1907. g. 22. dec. mir. Adama Kriša d. Jātnieka, ir atklāts mantojums un uzaicina visas, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētam mantojumam viņa kamerā, Talsos, Rīgas ielā № 2, sešu mēnešu laikā, skaitot no šīs izsludināšanas dienas, ar pieraudi, ka noteiktā laikā nepieteikušies tiks ieskaitīti kā savas tiesības zaudējuši. L. № 733. Talsos, 1929. g. 22. maijā. 4339b Miertiesnesis (paraksts).

Valkas apr. 1. iec. miertiesnesis, pamatojoties uz sava 1929. g. 4. maija lēmumu uzaicina visas 1924. g. 22. janvārī Ērģemes pag. Valkas apr. mir. Pētera Dorna mantniekus, parāda devējus un pēņējus, kā arī visas citas personas, kam būtu kādas tiesības uz atstāto mir. Pētera Dorna mantību, pieteikt šīs savas tiesības šim miertiesnesim sešu mēnešu laikā no sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.” Rīgā, 1929. g. 21. maijā. 4438b Miertiesnesis A. Leics.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz lik. par laul. 77. p. pamata, dara zināmu, ka tiesa 1929. g. 17. aprīlī Karlines Kallens, dzim. Levinš, prasības lietā pret Eduārdu Kallens, par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprida: šķirt laulību, kas slēgta Valkas luterāņu draudzē 1910. g. 24. jūn. starp Eduārdu Kallenu un Karīni Kallens, dzim. Levinš, atstājot bērns: dēlus Edūardu, dzim. 1911. g. 2. aprīlī un Visvaldi, dzim. 1921. g. 25. maijā, mātes audzināšanā; atļaut prasītājam iedoties jaunā laulībā tūlīt pēc šā sprieduma spēkā stāšanās.

Ja atbildētājs civ. proc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tad spriedums stāsies likumīgā spēkā. Rīgā, 1929. g. 24. maijā. L. № 431544. L. № 749. 4567b. Priekšsēd. b. Eglīts. Sekretārs v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa, uz civilties. lik. 2011., 2012., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1907. g. 22. dec. mir. Adama Kriša d. Jātnieka, ir atklāts mantojums un uzaicina visas, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikommissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētam mantojumam viņa kamerā, Talsos, Rīgas ielā № 2, sešu mēnešu laikā, skaitot no šīs izsludināšanas dienas, ar pieraudi, ka noteiktā laikā nepieteikušies tiks ieskaitīti kā savas tiesības zaudējuši. L. № 733. Talsos, 1929. g. 22. maijā. 4339b Miertiesnesis (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Viļaku iec. miertiesnesis, saskaņā ar savu 1929. g. 30. aprīļa lēmumu, civ. lik. (10. sēj. 1. d.) 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. p., uzaicina 1925. g. 10. augustā mirušā Nikonora Stepana d. Trusova mantniekus pieteikt minētam miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaika atstāto mantu, atrodošos Jaunlatgales apriņķa, Kacēnu pagastā.

Mantošanas tiesības jāpieteic sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. B. I. № 103 Viļakā, 1929. g. 10. maijā. Viļaku iecirkņa miertiesnesis 3722z (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Viļaku iecirkņa miertiesnesis, saskaņā ar savu 1929. g. 30. aprīļa lēmumu, civ. lik. (10. sēj. 1. d.) 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. p., uzaicina 1927. g. 12. novembrī mirušā Kuzma Potapa d. Potapova mantniekus pieteikt minētam miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaika atstāto mantu, atrodošos Jaunlatgales apriņķa, Liepnas pagastā.

Mantošanas tiesības jāpieteic sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. B. I. № 101 Viļakā, 1929. g. 30. aprīlī. Viļaku iecirkņa miertiesnesis 3723z (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Viļaku iecirkņa miertiesnesis, saskaņā ar savu 1929. g. 30. aprīļa lēmumu, civ. lik. (10. sēj. 1. d.) 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. p., uzaicina 1924. g. 8. decembrī mirušā Bartuļa (ari Borisa) Stepana dēla Šluckis mantniekus pieteikt minētam miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaika atstāto mantu, atrodošos Jaunlatgales apriņķa, Viļakas pagastā.

Mantošanas tiesības jāpieteic sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstn.”. B. I. № 99 Viļakā, 1929. g. 10. maijā. Viļaku iecirkņa miertiesnesis 3724z (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Viļaku iecirkņa miertiesnesis, saskaņā ar savu 1929. g. 30. aprīļa lēmumu, civ. lik. (10. sēj. 1. d.) 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. p., uzaicina 1919. g. 1. martā mirušā Nikolaja Jēkaba d. Fedotova mantniekus, pieteikt minētam miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaika atstāto mantu, atrodošos Jaunlatgales apriņķa, Liepnas pagastā.

Mantošanas tiesības jāpieteic sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. B. I. № 91 Viļakā, 1929. g. 10. maijā. Viļaku iecirkņa miertiesnesis 3726z (paraksts).

Kļūdas izlabojums. Daugavpils 4. iecirkņa miertiesnesis 1929. g. 29. aprīļa sludinājumā „Valdības Vēstn.” № 95 Jāzepa Kerubina mantnieku uzaicināšanas lietā, ieviesusies kļūda: Kerubins nosaukts par Kerubino, kas nepareizi, — jābūt un jālasa: „Kerubina”. 5260z Miertiesnesis (paraksts).

Rīgas apgabaltiesas 1. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 12. jūnijā, plkst. 11 dienā, Rīgā, Marštaļu ielā № 13, veikalā, pārdos Eduārda Laibina prasības dzēšanai Annas Hiršovics kust. mantu, sastāvošu no 22 kastēm apelsīnu, novērtētu par Ls 2800. Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1929. g. 4. jūnijā. № 211 5298 Tiesu izp. J. Grinfelds.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 12. jūnijā, plkst. 10 dienā, Rīgā, Dzirnavu ielā № 135, dz. 1. pārdos Idas Cers kustamo mantu, sastāvošu no vistām, svārtiem, skunksa dāmu apkakles u. c., novērtētu par Ls 485. Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1929. g. 25. maijā. 5308 Tiesu izp. J. Kazubierns.

Jelgavas apr. priekšnieka pārl. iecirkņa izsludina par nederīgu nozaudēto jaunā parauga iekšzemes pasi LK № 023415415, izd. no šī iecirkņa 1927. g. 25. sept. ar Anetes Birznieks, šķirtas Brulers vārdu. 5153z

Citu iestāžu sludinājumi.

Valsts zemes bankas

Jelgavas nodaļa, atrodas Jelgavā, Akadēmijas ielā Nr. 23, pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, iekļaujot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedzišanai

1) Bauskas apr., Zālītes pagamā 1929. g. 30. jūlijā, plkst. 10 dienā, pārdos atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkām, meliorācijām un citiem zemes piederumiem, kuŗa atrodas Bauskas apriņķī, Zālītes pagastā, Liel-Fridriķu muižas jaunsaimniecību Nr. 4 un ir piešķirta Teodoram Lepsim (skat. „Zemes Ierīcības Vēstnesis“ Nr. 15 lapas pusē 7 ar kārtas Nr. 1090).

2) Saimniecība sastāv no: a. zemes kopplatībā 15,98 ha, no kuŗiem 14 ha aŗamas un 1,98 ha pļavas;

b. kūts, labības šķūnis un klēts ar pagaidu dzīvokli — labā stāvoklī.

3) Solīšana sāksies no Ls 800.

4) Izsolē varēs piedalīties personas, kuŗas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim:

a. Drošības naudu 1/5 no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 160.

b. Centrālās zemes ierīcības komitejas atļauju, ka pircējam atļauts iegūt no valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Lūgumi dēļ atļaujas piedalīties izsolē jāiesniedz centrālajai zemes ierīcības komitejai vismaz divas nedēļas pirms izsoles dienas.

5) Tiesību ieguvējam, tulī pēc izsoles beigām, jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz 1/5 no nosolītās summas. Pārējās 4/5 jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību.

1929. g. 1. jūnijā. Nea 21387 5269 Valsts zemes banka, Jelgavas nodaļa.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 13. maijā ir apstiprinājis Sarkanmuižas mel. sabiedrības „Dižlauks“ statūtus. Sabiedrība ir ieviesta meliorācijas sabiedrību reģ. IV daļas 196. l. p. ar Nr. 1367.

Sabiedrības valdes sēdeklis: Ventspils apr., Sarkanmuižas pag. „Ošās“, c. Ventspīlī. 4926b

Daļas vadītāja v. J. Pelsis. Darbvedis Briedis.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 13. maijā ir apstiprinājis Liel-Baranovskas meliorācijas sabiedr. „Družba“ statūtus. Sabiedrība ir ieviesta meliorācijas sabiedrību reģistra IV daļas 181. l. p. ar Nr. 1352.

Sabiedrības valdes sēdeklis: Daugavpils apr., Naujenes pag. Liel-Baranovskas sādžā, c. Izvaltu. 4930b

Daļas vadītāja v. J. Pelsis. Darbvedis Briedis.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 13. maijā ir apstiprinājis Naujenes mel. sabiedrības „Panu purvs“ stat. Sabiedrība ir ieviesta meliorācijas sabiedrību reģistra IV daļas 182. l. p. ar Nr. 1353.

Sabiedrības valdes sēdeklis: Daugavpils apr., Naujenes pag. Vagenišķu sādžā, c. Izvaltu.

Daļas vadītāja v. J. Pelsis. 4931b Darbvedis Briedis.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 13. maijā ir apstiprinājis Maz-Krivanos mel. sabiedrības „Svet“ statūtus. Sabiedrība ir ieviesta meliorācijas sabiedrību reģistra IV daļas 189. l. p. ar Nr. 1360.

Sabiedrības valdes sēdeklis: Rēzeknes apr., Maskaņu pag. Drejerovkas sādžā, c. Rēzeknī.

Daļas vadītāja v. J. Pelsis. 4935b Darbvedis Briedis.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 13. maijā ir apstiprinājis Maz-Krivanos mel. sabiedrības „Svet“ statūtus. Sabiedrība ir ieviesta meliorācijas sabiedrību reģistra IV daļas 189. l. p. ar Nr. 1360.

Sabiedrības valdes sēdeklis: Rēzeknes apr., Maskaņu pag. Drejerovkas sādžā, c. Rēzeknī.

Daļas vadītāja v. J. Pelsis. 4935b Darbvedis Briedis.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 13. maijā ir apstiprinājis Maz-Krivanos mel. sabiedrības „Svet“ statūtus. Sabiedrība ir ieviesta meliorācijas sabiedrību reģistra IV daļas 189. l. p. ar Nr. 1360.

Sabiedrības valdes sēdeklis: Rēzeknes apr., Maskaņu pag. Drejerovkas sādžā, c. Rēzeknī.

Daļas vadītāja v. J. Pelsis. 4935b Darbvedis Briedis.

Tiesu izp. A. Korženeckis.

Tiesu izp. A. Korženeckis.

Latvijas Sarkanā Krusta 3-klasīgās naudas loterijas Nr. 17 noteikumi.

I nodaļa. Iekārta.

1. Latvijas Sarkanais Krusts sarīko 3-klasīgu naudas loteriju ar 3 izlozēm sekošos termiņos: I klase — no 4.—7. novembrim 1929. g., II klase — no 2.—5. decembrim 1929. g. un III klase — no 3.—31. janvārim 1930. g.

2. Loterija sastāv no 300.000 lozēm 1.500.000 latu vērtībā un no 100.000 vinnestiem un 2 prēmijām 1.091.008 latu vērtībā. Vinnesti sadalās sekoši:

I klases izloze — no 4.—7. novembrim 1929. g.

	Ls	Ls
2 vinnesti pa	2.000,—	4.000,—
4 „ „	1.000,—	4.000,—
4 „ „	400,—	1.600,—
20 „ „	200,—	4.000,—
50 „ „	100,—	5.000,—
50 „ „	40,—	2.000,—
200 „ „	20,—	4.000,—
800 „ „	10,—	8.000,—
12870 „ „	4,—	51.480,—

14000 vinnesti par 84.080,—

II klases izloze — no 2.—5. decembrim 1929. g.

2 vinnesti pa	5.000,—	10.000,—
4 „ „	2.000,—	8.000,—
6 „ „	1.000,—	6.000,—
6 „ „	400,—	2.400,—
20 „ „	200,—	4.000,—
50 „ „	100,—	5.000,—
50 „ „	40,—	2.000,—
200 „ „	20,—	4.000,—
800 „ „	10,—	8.000,—
12862 „ „	6,—	77.172,—

14000 vinnesti par 126.572,—

III klases izloze — no 3.—31. janvārim 1930. g.

2 vinnesti pa	20.000,—	40.000,—
2 prēmijas „	10.000,—	20.000,—
8 vinnesti „	5.000,—	40.000,—
24 „ „	2.000,—	48.000,—
60 „ „	1.000,—	60.000,—
70 „ „	400,—	28.000,—
210 „ „	200,—	42.000,—
600 „ „	100,—	60.000,—
700 „ „	40,—	28.000,—
6600 „ „	20,—	132.000,—
63726 „ „	6,—	382.356,—

72000 vinnesti un 2 prēmijas par 886.356,—

3. Loteriju plānu, noteikumus un izvešanas kārtību apstiprina finanču ministrs.

4. Loterijas darbus pārzina un vada Sarkanā Krusta galvenās valdes izvēlta komisija piecu locekļu sastāvā.

5. Saskaņā ar Latvijas Sarkanā Krusta statūtu § 6, loterijas norēķini padoti Valsts kontrolei.

6. Tiesiskās attiecības starp loterijas ložu pircējiem un Sarkanā Krusta, kā loterijas sarīkotāju, nosaka vienīgi šie noteikumi; nolīgumi, kuŗus noslēdz lozes pircējs un pārdevējs un kuŗi nesaskan ar minētiem noteikumiem, Sarkanam Krustam nav saistoši.

7. Par vinnestu izmaksu Sarkanais Krusts atbild ar visiem saviem īpašumiem.

II nodaļa. Ložu iekārta.

1. Visas 300.000 lozes sadalās divās sērijās: A un B. Katras sērijas lozes numurētas no 1 līdz 150.000. Pārdod pilnas lozes un pilno ložu piektdaļu (visām 3 klasēm) un klasu lozes (vienai klasei).

2. Pilnas lozes derīgas visu trīs klasu izlozēm. Klases lozes derīgas vienīgi tai klasei, kuŗai tās pirktas.

3. Lozes numurs, uz kuŗu krit kāds vinnests, nākošā klasē, vairs līdz nespē. Ja līdzspēlētājs grīb loterijā tālāk piedalīties, tad viņam jāpērk jauna loze.

4. Klases lozes, uz kuŗām attiecīgā klasē nav kritis vinnests, apmaina pret nākošās klases lozēm uz IV nodaļā minētiem noteikumiem.

5. Lozes derīgas, ja uz viņām ir Sarkanā Krusta priekšnieka un Loterijas komisijas locekļu paraksti, attiecīgs numurs un sērijas apzīmējums, un ja lozē iespiests Latvijas Sarkanā Krusta zīmogs.

6. Par lozes īpašnieku skaitās tās uzrādītājs, un nekādi iebildumi par viņas zaudēšanu un bojā īešanu netiek ievēroti.

III nodaļa. Ložu cena.

1. Pilna loze visām 3 klasēm maksā Ls 5,—, pilnas lozes piektdaļa maksā Ls 1,—, I klases loze maksā Ls 1,50; par šīs lozes apmaiņu uz turpmākām klasēm jāmaksā II klase Ls 1,50 un III klase — Ls 2,—.

2. Kas nav pircis lozi iepriekšējās klasēs, bet vēlas spēlēt turpmākās klasēs, tam jāsamaksā arī lozes iepriekšējo klasu vērtība.

IV nodaļa. Klasu ložu apmaiņa.

1. Klases loze derīga vienīgi tai klasei, kuŗai tā pirkta. Ja klases lozes īpašnieks, kuŗam klases izlozē nav kritis vinnests, vēlētos piedalīties nākošās klases izlozē, tad tam jāapmaina loze uz nākošo klasi.

2. Šāda nākošās klases loze jāizņem 20 dienu laikā pēc iepriekšējās klases izlozes beigšanas. Minētā laikā iepriekšējās klases lozes īpašniekam paglabā to pašu numuru nākošās klases izlozē.

3. Klases loze jāapmaina uz nākošo klasi tikai tur, kur tā pirkta.

4. Ja iepriekšējās klases lozes īpašnieks nav 20 dienu laikā savu klases lozi apmainījis, tad pārdevējam tiesība nākamās klases lozi pārdot citam.

5. Pie klasu ložu apmaiņas jānodod atpakaļ iepriekšējās klases loze.

6. Kas šīs nodaļas iepriekšējo punktu noteikumus nav ievērojis, bet vēlas piedalīties nākamā klasu izlozē, tam jāpērk jauna loze uz III nodaļā minētiem noteikumiem.

V nodaļa. Izlozes kārtība un vinnestu saraksti.

1. Izlozes dienas izsludina „Valdības Vēstnesī“.

2. Lozes sagatavo un izlozi izdara Loterijas komisijas uzraudzībā.

3. Ložu numurus no 1 līdz 150.000 un vinnestu zīmītes ieliek urnās izlozes dienā publikas klātbūtnē. Katrs izvilktais vinnests attiecas uz abām ložu sērijām, tādēļ vinnestu urnā jāieliek vinnestu zīmītes pusei no noteikumos paredzētiem vinnestiem.

4. Pēc katras pabeigtas izlozes Loterijas komisija izdod drukātu vinnestu sarakstu, kuŗu izsludina „Valdības Vēstnesī“ un izsūta ložu pārdevējiem.

5. Pirmo divu klasu izlozes ilgst ne mazāk kā 4 dienas, bet trešās klases izloze — ne mazāk kā 24 dienas.

6. Loterija padota Valsts kontroles uzraudzībā.

VI nodaļa. Prēmijas.

1. Trešā klasē ir 2 prēmijas, katra Ls 10.000,— apmērā. Tās piešķir beidzamās izlozes dienas pēdējam vinnestam. Vienu prēmiju izmaksā sērijas „A“ attiecīgās lozes īpašniekam, otru — sērijas „B“ lozes īpašniekam.

VII nodaļa. Vinnestu izmaksa.

1. Vinnestu izmaksā Sarkanais Krusts vai viņa pilnvarotais iestādes vinnējošo ložu iesniedzējiem.

2. No vinnestiem un prēmijām pie izmaksas atrēķina vienīgi 15% par labu Sarkanam Krustam.

3. Vinnestu izmaksu sāk 2 nedēļas pēc attiecīgās klases izlozes slēgšanas.

4. Pilnas lozes īpašniekam, kuŗam I vai II klasē kritis vinnests, līdz ar vinnestu atmaksā arī par nākošām klasēm iemaksāto naudu, tādēļ, ka lozes numurs, uz kuŗu kritis vinnests, tālāk vairs līdz nespē.

VIII nodaļa. Vinnestu izņemšanas laiks.

Vinnesti jāizņem 3 mēnešu laikā, skaitot no III klases pēdējās izlozes dienas, pretējā gadījumā tie pāriet Latvijas Sarkanā Krusta īpašumā.

Valsts saimniecības departamenta direktors J. Miezis. 52880 Tirdzniecības nodaļas priekšnieks A. Kacens.

Kaŗa būvniecības pārvalde izsludina jauktas izsoles:

1929. g. 14. jūnijā, Rīgas būvju grupā:

- 1) plkst. 10 uz jumtu remontdarbiem ēkā Nr. 111, Artilērijas ielā Nr. 10/12 par summu Ls 3231,44;
- 2) plkst. 11 uz jumta remontdarbiem ēkā Nr. 110, Artilērijas ielā Nr. 10/12 par summu Ls 3617,04;
- 3) plkst. 12 uz grīdas remontdarbiem ēkā Nr. 178, Dunties ielā Nr. 8/10 par summu Ls 2402,75;
- 4) plkst. 12.30 uz plauktu ierīkošanas darbiem noliktavā Tērbatas ielā Nr. 74 par summu Ls 2166,09;
- 5) plkst. 13 uz remontdarbiem dzīvoklī ēkā Nr. 31, Krustpils muižā par summu Ls 1118,73;
- 6) plkst. 13.30 uz sienas apšūšanas darbiem ēkā Nr. 297, Bolde-rājā par summu Ls 2474,77.

1929. g. 14. jūnijā, Daugavpils būvju grupā:

- 7) plkst. 10 uz 2 atēju vietu izbūves darbiem Daugavpils nometnē par summu Ls 1020,56;
 - 8) plkst. 11 uz pavārda un krāšņu atjaunošanas darbiem ēkā Nr. 337, Daugavpils cietoksnī par summu Ls 2042,03.
- Iepriekšēja drošība iesniedzama uz p. 1 minētiem darbiem Ls 250,—, uz p. 2 — Ls 300,—, uz p. 3 — Ls 200,—, uz p. 4 — Ls 150,—, uz p. 5 — Ls 100,—, uz p. 6 — Ls 200,—, uz p. 7 — Ls 100,—, uz p. 8 — Ls 150,—.
- Drošības tiks pieņemtas: a) naudā, b) valsts vai valsts garantētos vērtspapīros, c) Latvijas bankas garantijās.
- Ar tuvākiem nosacījumiem var iepazīties parastā darba laikā attiecīgi Kaŗa būvniecības pārvaldes Rīgas būvju grupā, Citadelē Nr. 24 un Daugavpils būvju grupā, Daugavpils cietoksnī, Embotes ielā Nr. 26. L. 1286. 5304b

Brūņošanas pārvalde iegādās š. g. 18. jūnijā, plkst. 12, rakstiskā izsolē sekošo:

- 1. Vazelīnu 1500 kg
- 2. Ricīnēļu 7000 „
- 3. Dizelmotoru dzennaftu . . . 37000 „
- 4. Lupatas šautēņu tirāmās . . 3000 „
- 5. Lupatas mašīnu tirāmās . . 3000 „

Piedāvājumi jānodrošina 5% apmērā no piedāvājumu kopsummas un piedāvājumā jāuzrāda, ka piedāvātājs apņemas izsolē nosolītās mantas piegādāt saskaņā ar pārvaldes izsoles un tehniskiem noteikumiem.

Izsoles un tehniskos noteikumus var saņemt pārvaldes apgādības daļā, Valdemāra ielā Nr. 10/12, dz. 16, darbdienās no plkst. 11,30 līdz 14,30. L 1275 5303

Rīgas pilsētas valde pārdod

apm. 252 stēru (26 k. a.) papīrmalkas, „ 58 „ (6 „) stutmalkas, „ 116 „ (12 „) egļu blūķu,

atrodos pie dzelzceļa līnijas 37. km Engure—Mērsrags. Ieinteresētās personas tiek lūgtas iesniegt savus piosolījumus, apmaksātus ar vajadzīgo zīmognodokli, L. Kēņiņu ielā Nr. 5, ist. 64, līdz š. g. 11. jūnijam. I 4988

Gulbenes virsmežniecība

1929. g. 21. jūnijā, pulksten 12 dienā, Tirzas pagasta valdes telpās, pārdos mutiskā izsolē š. g. 18. maijā nepārdotos Druvienas pagastā jaunsaimniecības Nr. 77F

nocirstus ozolus — lietkokus 43 gab.

ar 50% taksas pazeminājumu, t. i. par Ls 428,—, apvienotus vienā vienībā.

- 1) Izsolē pielaidīs personas, kuŗas iemaksās izsoles komisijai 10% drošības naudas no attiecīgās vienības izsludinātās vērtības. Pēc nosolīšanas drošības nauda jāpapildina līdz 10% no nosolītās summas.
- 2) Izsolē skaidrā naudā iemaksātā drošības nauda tiks ieskaitīta pēdējā maksājumā.
- 3) Virsmežniecība patur sev tiesības izsludināto vienību noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.
- 4) Tuvākās ziņas virsmežniecībā un pie V iecirkņa mežziņa. 5268ē Gulbenes virsmežniecība.

